

THÈME 2. LA MULTIPLICATION DES ACTEURS INTERNATIONAUX DANS UN MONDE BIPOLAIRE (DE 1945 AU DÉBUT DES ANNÉES 1970)

[Chapitre 1.](#) La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial

[Chapitre 2.](#) Une nouvelle donne géopolitique : bipolarisation et émergence du tiers-monde

[Chapitre 3.](#) La France : une nouvelle place dans le monde

CHAPITRE 1. LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET LES DÉBUTS D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

INTRODUCTION	3
I. LE BILAN MATÉRIEL, HUMAIN ET MORAL DU CONFLIT	3
A. UN CONFLIT MEURTRIER.....	3
B. UN BILAN MATÉRIEL CONTRASTÉ.....	4
C. LE POIDS MORAL DU CONFLIT	4
CONCLUSION.....	5
II. RÉPARER LE MONDE.....	5
A. ÉTAT ET SOCIÉTÉ : LES BASES DE L'ÉTAT-PROVIDENCE.....	5
B. RÉPARER LES RELATIONS INTERNATIONALES : L'ONU, UN NOUVEAU CADRE POUR LA PAIX.....	6
1. <i>Naissance et objectifs de l'ONU</i>	6
2. <i>Les rouages de l'organisation</i>	6
3. <i>Un directoire des puissances</i>	7
C. UN NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE MONDIAL.....	7
1. <i>Le système monétaire international de Bretton Woods</i>	7
2. <i>Le GATT</i>	7
III. LES NOUVELLES TENSIONS : DÉBUT DE L'AFFRONTMENT DES DEUX SUPERPUISSANCES ET CONFLITS AU PROCHE-ORIENT	8
A. LES DÉBUTS DE LA GUERRE FROIDE.....	8
1. <i>La fin de la grande Alliance</i>	8
2. <i>L'année 1947 : un tournant</i>	8
3. <i>Vers un monde bipolaire</i>	8
Conclusion	9
B. CONFLITS AU PROCHE-ORIENT	9
1. <i>Aux origines de l'État israélien</i>	9
2. <i>La guerre civile palestinienne</i>	10
3. <i>Le conflit israélo-arabe</i>	10
Conclusion : <i>une paix impossible</i>	11
CONCLUSION	11

CHAPITRE 1. LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET LES DÉBUTS D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

1-2. Titres Thème 2
+ Chapitre 1

Manuel p.107-145

Introduction

3. Introduction
4. Sommaire

Chronologie p.118- En 1945, l'annonce des capitulations allemande et japonaise déclenche des manifestations de joie dans le monde entier. Mais l'ampleur des souffrances, des pertes humaines et des destructions matérielles fait prendre conscience à l'humanité qu'un seuil de violence inédit a été franchi.

Ainsi, les puissances victorieuses de la Grande Alliance espèrent faire de l'année 1945 l'année zéro d'une nouvelle ère fondée sur la paix mondiale, la sécurité collective et la prospérité. La création de l'Organisation des Nations unies en juin 1945 témoigne de cette volonté de coopération internationale et devait constituer le pilier du nouvel ordre mondial à venir.

Cependant, l'alliance entre les Etats-Unis et l'Union soviétique se fissure rapidement et leur rivalité idéologique débouche sur la bipolarisation du monde dès 1947.

Comment, malgré l'espoir d'une paix fondé sur la sécurité collective, le monde bascule-t-il dans la guerre froide ?

I. Le bilan matériel, humain et moral du conflit

5. Titre +
Sommaire I

Cours 1 p.122-123.

Le monde en 1945 : l'espoir d'un nouvel ordre international (A-B)

A. Un conflit meurtrier

6. Stat + Vidéo
fallen.io

Un bilan chiffré de la Seconde Guerre mondiale p.122- Avec un nombre total de décès évalué entre 50 et 70 millions de morts, la Seconde Guerre mondiale apparaît comme le conflit le plus sanglant de l'histoire. Il fait autant de victimes civiles que de victimes militaires, décime des populations sans rapport avec les nécessités de la guerre, en particulier les victimes du système concentrationnaire. L'Europe est le continent le plus atteint, particulièrement à l'Est. L'Union soviétique dénombre 25 millions de morts (dont 16 millions de civils), soit plus de 10% de sa population. Un pourcentage qui atteint 15% pour la Pologne, avec 6 millions de morts. En Yougoslavie, la guerre de libération fait 1,5 million de morts, dont 1,2 de civils. Les pertes sont moins élevées en Europe occidentale : quelques dizaines de milliers d'hommes pour la Belgique, les Pays-Bas et la Norvège ; 600 000 morts en France, dont 330 000 civils (déportés, fusillés, victimes des bombardements) ; 330 000 soldats et environ 80 000 civils du côté italien. Six millions d'Allemands disparaissent dans le conflit, dont 3 millions de soldats qui ont surtout péri à l'Est. En Asie, on évalue les pertes chinoises à une vingtaine de millions d'hommes et celles du Japon à 2 millions, dont 700 000 civils.

Aux pertes directes militaires et civiles, s'ajoute l'augmentation de la mortalité « naturelle ». En outre, la sous-alimentation, en faisant progresser tuberculose, rachitisme, etc., a produit des effets durables sur la population¹, qui se répercutent sur l'économie et la société, en pleine période de reconstruction.

¹ En 1943, les hommes adultes, en France, ont reçu 1115 calories par jour, soit 46% des besoins normaux (2400 calories). Nombreux sont les Français pour qui, aujourd'hui encore, les « privations » servent de point d'ancrage aux souvenirs de guerre.

Carte p.120-121. L'Europe au sortir de la Seconde Guerre mondiale- La guerre a par ailleurs déclenché de vastes transferts de population : on évalue à 30 millions le nombre de personnes déplacées durant le conflit : réflexe de peur face à l'avancée d'une armée ennemie², effets de la « colonisation » allemande, qui a chassé 3 millions de Polonais de Posnanie et 70 000 Tchèques des Sudètes, etc. En Union soviétique, Staline disperse à l'Est Tatars, Tchétchènes, Estoniens et Lituaniens et plus d'un million de Polonais, tandis que 600 000 personnes, originaires de Bessarabie, de Transylvanie et de Carélie, quittent le pays.

B. Un bilan matériel contrasté

7. Vidéo INA + extrait Berstein-Milza

Bombardements, sabotages, stratégie de la « terre brûlée », longs affrontements armés se sont soldés par de lourdes pertes matérielles. Hormis le cas japonais, c'est l'Europe qui connaît, là encore, le bilan le plus lourd. En Union soviétique, ce sont 70 000 villages et 1 700 villes qui sont détruits. On estime à 80% les destructions des moyens de transport et de l'équipement scientifique et industriel de la Pologne, tandis que la Yougoslavie perd plus de 60% de son potentiel agricole et la moitié de son cheptel. En France, on déplore la destruction de nombreux quartiers urbains, tandis que la quasi-totalité de l'infrastructure portuaire est hors d'état, ainsi que 8 000 km de canaux sur 9 000. Près de 300 000 bâtiments d'habitation sont détruits complètement. Sur 83 000 kilomètres de voies ferrées, 37 000 ont été endommagés, ainsi que 10 000 ponts. Le parc ferroviaire est réduit au quart des effectifs de 1938. Ce conflit a diminué la production industrielle et agricole, profondément endetté nombre d'États.

L'économie française est exsangue. Le pays s'installe avec aigreur dans la pénurie, n'acceptant pas que le retour à la paix ne signifie pas le retour de l'abondance -d'où de fortes tensions sociales.

Occupée par les Alliés, l'Allemagne s'effondre. La reprise est rendue difficile par le manque de matières premières, l'exode des populations et l'effondrement de l'administration. La surpopulation aggrave encore la situation. La famine et le danger d'épidémies menacent.

Pour la plupart des belligérants, c'est un immense effort de reconstruction qui s'impose. En revanche, certains pays ont bénéficié du conflit : l'industrie de guerre profite au Canada et aux États-Unis, où le chômage hérité de la grande crise des années 1930 est totalement résorbé³. Au total, en 1945, les pôles de la richesse et de la puissance mondiales ne sont plus ceux de 1939.

C. Le poids moral du conflit

8. Infographie + Extrait Berstein-Milza

Le conflit écoulé s'est manifesté par une « stratégie de la terreur », en Europe comme en Asie -*Sanku Sakusen : vocabulaire p.123 + Dossier p.126-127 : Nuremberg et Tokyo, deux procès pour l'Histoire*. Si, entre Allemands et Occidentaux, le traitement des prisonniers de guerre s'est trouvé conforme aux conventions de Genève, ces dernières n'ont pas été respectées par les Allemands à l'égard des Soviétiques, agonisant dans des camps à ciel ouvert. Inauguré par les Allemands (Blitz londonien), le bombardement systématique des villes culmine dans la destruction de Dresde et surtout d'Hiroshima et Nagasaki. Enfin, les centres de mise à mort restent le symbole paroxysmique de la dégradation de la conscience humaine -*Crime contre l'humanité -Vocabulaire p.123*. La science elle-même s'est mise au service des génocides : si les savants atomistes s'effraient après coup de l'apocalypse nucléaire, aucun remords ne semble avoir effleuré les « médecins de la mort » qui se sont livrés, dans les camps d'extermination, à des expériences monstrueuses sur des « cobayes humains », ni les ingénieurs chimistes inventeurs du « Cyclone B » employé dans les chambres à gaz.

Le choc moral de la guerre aboutit à un désir de renouveau mais aussi à l'exacerbation des antagonismes. Dans les pays occupés, la population s'est trouvée divisée entre collaborateurs et résistants. Lasse de cinq années de contraintes et de restrictions, les populations aspirent à un mode de vie moins austère.

² Cf. l'exode des civils français fuyant devant l'armée allemande en 1940, celui des Allemands repoussés par l'Armée rouge en 1944-1945. Cf. également les 11 millions de réfugiés qui fuient l'avance inexorable de l'Armée rouge, chassant devant elle Prussiens, Poméraniens et Silésiens en 1944-1945.

³ NB. Néanmoins, ces pays doivent opérer une délicate reconversion pour revenir à une économie de paix.

Conclusion

9. Conclusion

En 1919, l'Europe avait déjà commencé à perdre sa prééminence économique et culturelle, avec l'affirmation des États-Unis. Ruinée, dévastée, l'Europe est désormais hors d'état de jouer le rôle qu'elle tenait autrefois. Elle va être relayée par les deux pays qui apparaissent en 1945 comme les véritables vainqueurs de la guerre : les États-Unis et l'Union soviétique. Au total, les pôles de puissance et de décision se trouvent totalement inversés par rapport à l'avant-guerre : des puissances géantes et des économies de grands espaces en grande partie extra-européennes, se substituent à des États moyens et tous européens⁴.

En 1945, le monde apparaît profondément bouleversé. Des bases matérielles et culturelles se sont écroulées et la psychologie collective se remet mal de la révélation soudaine des holocaustes. On passe très vite de l'euphorie de la victoire aux incertitudes, voire aux angoisses de la paix.

II. Réparer le monde

10. Sommaire II

Cours 1 p.122-123. Le monde en 1945 : l'espoir d'un nouvel ordre international (C)

A. État et société : les bases de l'État-providence

11. Extrait Matard Bonucci + 2 vidéos Esprit de 1945 (BA K. Loach), Sécu (culture Prime)

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, France, Italie et Grande-Bretagne connaissent un nouvel élan de la vie démocratique. Les travaillistes en Grande-Bretagne, des coalitions progressistes issues de la résistance et incluant les communistes en France et en Italie, impulsent des réformes aux caractéristiques communes : élargissement des droits politiques, conception plus « sociale » de la démocratie à travers l'affirmation d'un État-Providence⁵ -*Vocabulaire p.42* constituent un nouveau « contrat » entre gouvernants et gouvernés -*doc.3 p.125. Une nouvelle république sociale.*

La sortie de la Seconde Guerre mondiale voit l'avènement en Grande-Bretagne d'une « démocratie sociale », plus avancée que dans les autres grandes nations européennes. En juillet 1945, le Parti travailliste, porté par la popularité du rapport Beveridge, remporte les élections et Clement Attlee devient Premier ministre. Entre 1945 et 1951, débute une transformation profonde du pays, marquée par la construction de l'État-Providence :

- La loi sur l'assurance nationale (1946) accorde des allocations de chômage et de maladie à tous les adultes et des pensions de retraite (à 65 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes).
- La loi sur les accidents du travail (1946) crée un système national de dédommagement.
- La loi sur l'assistance nationale (1948) établit des aides pour les personnes âgées et handicapées et attribue des allocations aux personnes non couvertes par l'assurance nationale.
- Enfin la loi sur le service national de santé (NHS) de 1946 nationalise les hôpitaux et institue la gratuité des soins médicaux et dentaires.

En France, une volonté de rupture avec Vichy, mais aussi avec les anciennes élites de la III^{ème} République, anime la classe politique issue de la résistance et de la France libre. C'est le CNR -*Vocabulaire p.102*, dans son programme adopté dès 1944, qui pose les bases de l'État-providence français -*PDP#12 p.124-125. Le 15 mars 1944 : le programme du CNR.* Au sein du gouvernement d'union nationale dirigé par le général de Gaulle, l'accord se fait sur la nécessité de refonder la légitimité républicaine, en proclamant de nouveaux droits politiques⁶ et sociaux et en mobilisant, au profit de la nation, les forces productives essentielles⁷. Si cet élan est porteur d'espérances, la vie quotidienne de la population reste dominée jusqu'en 1947-1948 par les difficultés matérielles.

⁴ Aussi, dès la fin du conflit, cette grandeur perdue conduit-elle à l'idée d'union européenne.

⁵ ...et la nationalisation de certains secteurs de l'économie.

⁶ Cf. instauration du droit de vote des femmes par l'ordonnance du 21 avril 1944.

⁷ Nationalisation de la production énergétique (création d'EDF-GDF, Charbonnages de France), des banques, etc.

Aux États-Unis, où les bases de l'État-Providence remontent au New Deal de Roosevelt, les mesures sociales les plus spectaculaires sont à mettre sur le compte du « GI Bill of Rights » de 1944 : accès favorisé aux emplois publics, emprunts garantis, prêts bonifiés, études supérieures subventionnées.

B. Réparer les relations internationales : l'ONU, un nouveau cadre pour la paix

1. Naissance et objectifs de l'ONU

12. Texte + Vidéo AFP

Durant les années 1945 et 1946, nombreux sont ceux qui nourrissent, à travers la mise en place de l'ONU, l'espoir (l'illusion ?) d'une paix durable. Discutée lors des grandes conférences interalliées du temps de guerre, l'idée d'une organisation internationale pour la paix aboutit à la création de l'ONU (Organisation des Nations unies) : la conférence de San Francisco, réunie à partir du 25 avril 1945, élabore la charte des Nations Unies, signée le 25 juin par les représentants des 51 États fondateurs. Le « préambule » de la charte énonce les principes fondateurs du nouvel ordre international. Il s'agit d'abord de « préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances » -*doc.1 p.128. Les objectifs des Nations unies.*

À la sécurité collective -*Vocabulaire p.123*, but fondamental de cette organisation, s'ajoutent d'autres objectifs -*doc.2 p.128. Pour un véritable gouvernement mondial* : la défense des « droits de l'homme », l'affirmation de l'égalité entre les nations, entre les sexes, le souci de favoriser le progrès économique et social, le respect de la justice, de la tolérance, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc. Plus contraignante que la SDN, la charte permet à la communauté des États membres de s'opposer à toute guerre, et surtout elle prévoit la création d'une force militaire formée de contingents des différents pays membres de l'organisation. Autrement dit, ses principes se trouvent érigés en lois internationales valables pour tous. Seules échappent à la compétence de l'ONU les « affaires intérieures des États », ce qui permettra à nombre de ses membres d'éviter toute sanction dès lors que les violations porteront sur les droits de l'homme, la répression des luttes sociales ou la rébellion des peuples colonisés.

2. Les rouages de l'organisation

13. Texte + 2 schémas

Doc.3 p.128. Le fonctionnement de l'ONU- L'ONU comprend trois grands organes politiques ayant leur siège à New York :

- L'Assemblée générale réunit en sessions ordinaires (tous les ans de septembre à décembre) ou extraordinaires les délégués de tous les États membres, disposant chacun d'une voix. Sa compétence s'étend à tous les domaines de la charte. Elle prend ses décisions importantes à la majorité des deux-tiers.
- Le Conseil de sécurité est l'organe exécutif responsable du maintien de la paix. Les grandes puissances victorieuses (États-Unis, Union soviétique, Royaume-Uni, Chine⁸, France) en sont membres permanents et disposent d'un droit de veto. Les membres non permanents, au nombre de 6 (10 à partir de 1966), sont élus pour deux ans par l'Assemblée générale. Le Conseil peut intervenir par des recommandations dans le règlement des différends entre les États. En cas de conflit ou d'agression, il peut prendre des mesures comportant ou non l'emploi des forces armées.
- Le secrétariat constitue une vaste machine administrative (5 000 fonctionnaires internationaux) dont le financement est assuré par les contributions des États membres. À sa tête, le secrétaire général est élu par l'Assemblée générale.

Il existe également, reliées à l'ONU par l'intermédiaire du Conseil économique et social, des institutions spécialisées de coopération intergouvernementale. Les plus importantes sont le Fonds monétaire international (FMI -*Vocabulaire p.123*) et la Banque internationale pour la reconstitution et le développement (BIRD -*Vocabulaire p.122*⁹), chargés de favoriser la coopération économique et monétaire entre les États ; l'UNESCO, qui entend resserrer « l'éducation, la science et la culture la collaboration entre les nations afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de

⁸ La Chine nationaliste (Taïwan après 1949) jusqu'en 1971, puis la République populaire de Chine (Chine continentale).

⁹ Aujourd'hui intégrée à la Banque mondiale.

l'homme et des libertés fondamentales pour tous ». On citera encore l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), etc.

3. Un directoire des puissances

Au-delà des grands principes de la charte, l'ONU apparaît dès sa fondation comme le reflet du nouveau rapport de force international. Les vaincus en sont provisoirement exclus et les 5 grandes puissances victorieuses y occupent un rang prépondérant. L'existence de ce « directoire des puissances » est certes un facteur de stabilité (si l'entente se maintient entre elles¹⁰), mais elle est en même temps un moyen d'asseoir leur hégémonie et de servir leurs intérêts. La part prise d'emblée par les États-Unis¹¹ et dans une moindre mesure l'Union soviétique¹² mais aussi l'extension rapide du recrutement à l'Amérique latine, à l'Asie, bientôt à l'Afrique, marquent une différence profonde avec la SDN : l'Europe a cessé d'être au centre des relations internationales, ce qu'atteste l'installation du siège à New York.

C. Un nouvel ordre économique mondial

En ce lendemain de guerre, il fallait mettre sur pied de nouvelles institutions capables de rétablir un ordre international stable et durable, y compris d'un point de vue commercial. Dès 1941, dans la charte de l'Atlantique, les Alliés avaient tenu à réaffirmer contre le nazisme les grands principes de liberté en matière de navigation, de transactions internationales et d'accès aux matières premières. Ils souscrivaient ainsi aux thèses libérales dominantes aux États-Unis selon lesquelles le protectionnisme des années 30 avait engendré les tensions qui conduisirent inéluctablement à la guerre.

En 1945, ces principes libéraux bénéficient de l'influence dominante des États-Unis et coïncident en même temps avec les intérêts bien compris de l'économie américaine, et conduisent à une réorganisation monétaire et commerciale à l'échelle du monde capitaliste.

1. Le système monétaire international de Bretton Woods

14. Infographie p.123
+ Vidéo JT Fr2 2009 +
Extrait Berstein Milza

Le système monétaire international (SMI) est défini à Bretton Woods en juillet 1944 à partir d'un plan présenté par le représentant américain White. Reprenant la pratique du Gold Exchange Standard, il préconise le retour dans les meilleurs délais à la libre convertibilité de toutes les monnaies entre elles et avec le dollar, devise clé du nouveau système que les responsables américains s'engagent à convertir en or sur la base de 35 dollars l'once (1 once = env. 28 g.) -La libre convertibilité est nécessaire à la reprise du commerce international. L'accord de Bretton Woods instaure parallèlement un régime de parités fixes entre les monnaies du système, avec tolérance d'une marge de fluctuation réduite à plus ou moins 1% de la parité déclarée, discipline qui constitue une garantie contre les fluctuations excessives.

Un Fonds monétaire international (FMI) est créé pour gérer le nouveau système et veiller au respect des règles établies à Bretton Woods. Chaque pays membre y verse un quota (un quart en or et trois quarts en monnaie nationale) proportionnel à son importance économique. L'importance des quotas détermine l'influence de chacun des membres dans les votes du FMI, ce qui avantage donc les plus puissants d'entre eux. Le Fonds peut autoriser les dévaluations dont le taux excède 10% ; il décide les augmentations de quotas ; il aide les pays en difficulté sous condition d'un rétablissement rapide de leurs équilibres fondamentaux par une saine gestion -*Le fonctionnement du système monétaire p.123 + Dossier p.129.*

2. Le GATT

15. Qu'est-ce que le
GATT (viepublique.fr)

Le General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) constitue le second pilier de la libéralisation des relations économiques. Limité à un simple accord signé à Genève en 1947, il préconise le désarmement douanier. Il s'agit avant tout d'un cadre de négociation fondé sur un code de bonne conduite, suffisamment souple pour susciter dès sa création l'adhésion de 23 pays assurant ensemble 80% du commerce mondial.

¹⁰ Une fois dissoute la « Grande Alliance » du temps de guerre, la règle de l'unanimité au Conseil de sécurité risque de mener à la paralysie du système. C'est ce qui se produira pendant la guerre froide.

¹¹ ...qui domine les institutions spécialisées comme la BIRD et le FMI.

¹² ...qui dispose à la fondation de l'ONU de trois voix à l'Assemblée générale.

III. Les nouvelles tensions : début de l'affrontement des deux superpuissances et conflits au Proche-Orient

16. Sommaire III

Cours 2 p.132-133. La montée des tensions en Europe et au Proche-Orient

A. Les débuts de la guerre froide

1. La fin de la grande Alliance

17. Yalta : vidéo Lumni, texte Vaisse, dossier p.130-131

L'effondrement de l'Axe et l'épuisement de l'Europe ont laissé face à face les deux grands vainqueurs de la guerre : États-Unis et Union soviétique¹³.

Le Royaume-Uni, bien que victorieux, est terriblement affaibli et va se décharger sur les États-Unis de ses responsabilités mondiales. La France, libérée mais exsangue, doit consacrer toutes ses forces à sa reconstruction et à la reprise en main de son empire. La Chine, épuisée par sept ans de guerre et d'occupation japonaises, s'apprête à basculer dans la guerre civile. Pendant un temps, on peut croire que les deux « Grands » vont s'entendre pour réorganiser le monde : en effet, la conférence de Yalta -*Dossier p.130-131. Yalta, de la réalité au mythe*, l'adhésion de l'Union soviétique à la charte de l'ONU, la signature de traités de paix entre les vainqueurs et les alliés de l'Allemagne (Finlande, Roumanie, Hongrie, Bulgarie), et le Procès de Nuremberg (1945- 1946) sont les dernières manifestations de l'Alliance.

18. Churchill : le « rideau de fer », texte + vidéo

Mais les nécessités de la lutte contre un ennemi commun ayant disparu, les rivalités s'exacerbent et la confiance cède la place à la défiance. La volonté de Staline de constituer un glacis autour de l'Union soviétique est évidente. La Pologne, où l'influence soviétique élimine systématiquement l'influence occidentale, en fait les frais et cette affaire provoque les premières frictions graves entre Moscou d'une part, Washington et Londres de l'autre. Quand le 5 mars 1946, Winston Churchill évoque dans son discours de Fulton (Missouri) « le rideau de fer qui, de Stettin dans la Baltique à Trieste dans l'Adriatique, est descendu sur notre continent » -*doc.2 p.134. Le « rideau de fer »*, il désigne clairement le danger : l'Union soviétique. En ajoutant qu'il ne croit pas que la Russie désire la guerre, mais les fruits de la guerre et une expansion illimitée de sa puissance et de sa doctrine, il en appelle à la vigilance et au renforcement des nations occidentales.

Côté étatsunien, le passage à la défiance est symbolisé par la démission du secrétaire d'État, James Byrnes, favorable à la poursuite des négociations avec les Soviétiques. Son successeur, nommé le 9 janvier 1947, est le général Marshall, ancien commandant en chef des troupes américaines en Chine.

2. L'année 1947 : un tournant

Le Royaume-Uni, ruiné par la guerre, limite ses engagements¹⁴ et débute la décolonisation. Pour les États-Unis, attachés par tradition à ne pas s'engager hors d'Amérique, en particulier en Europe¹⁵, l'heure des responsabilités internationales a sonné.

19. Docs 4 et 5 p.135

Dossier p.134-135. Les « déclarations » de guerre froide- C'est dans ces conditions que, le 12 mars 1947, le président Truman déclare au Congrès que les États-Unis sont prêts à prendre le relais des Britanniques en Grèce et en Turquie et lui demande donc de voter des crédits : « Le moment est venu de ranger les États-Unis d'Amérique dans le camp et à la tête du monde libre. » Truman franchit ainsi le pas qui mène son pays de l'isolationnisme traditionnel à la direction du monde occidental. À la « doctrine Truman » et à sa politique de *containment* -*Vocabulaire p.132*, répondra la « doctrine Jdanov ».

3. Vers un monde bipolaire

20. Plan Marshall : vidéo + texte lumni.fr

Le plan Marshall -*Vocabulaire p.132* est la première traduction concrète du rôle de « leader du monde libre » que les États-Unis entendent désormais jouer. Le 5

¹³ Pour beaucoup d'historiens, il n'y a pas deux mais un seul grand vainqueur, les États-Unis

¹⁴ Des troubles secouent la Turquie directement menacée par les visées de Moscou sur les détroits de la mer Noire et sur certains districts frontaliers. En Grèce, depuis 1946, des maquis communistes (principaux acteurs de la résistance grecque aux nazis) s'opposent au gouvernement royaliste d'Athènes soutenu par les Britanniques, qui y maintiennent 40 000 hommes.

¹⁵ Il s'agit de la tradition dite isolationniste, qui découle de la « [doctrine Monroe](#) » (1823)

juin 1947, George Marshall propose aux Européens, dans une allocution à Harvard, une aide collective pour quatre ans, à charge pour eux de s'entendre sur sa répartition. Ce plan doit favoriser le relèvement économique de l'Europe et donc augmenter la résistance des États aidés au communisme –et en même temps permettre à l'économie américaine de bénéficier de débouchés. 16 pays occidentaux, réunis à Paris en juillet 1947, acceptent l'offre américaine -*Carte 1 p.134. L'aide américaine du plan Marshall.*

21. PDP#13. Le « coup de Prague »

La proposition s'adresse aussi à l'Europe de l'Est, y compris l'Union soviétique, qui dénonce le plan Marshall comme une manifestation de l'impérialisme américain et rejette l'offre -*doc.3 p.135. Le plan Marshall vu par les Soviétiques.* La politique extérieure de l'URSS est fondée sur une obsession de la sécurité¹⁶, d'où sa volonté d'étendre sa zone d'influence sur toute l'Europe centrale et orientale¹⁷. Ces démocraties populaires -*Vocabulaire p.132* signent avec l'Union soviétique des traités prévoyant des mécanismes d'assistance, tandis que la liquidation des partis non-marxistes s'accélère -*PDP#13 p.136-137. 25 février 1948 : le « coup de Prague »*. C'est dans cette logique que doit être comprise la création du Kominform¹⁸ en septembre 1947, par les représentants des partis communistes de neuf pays européens¹⁹ : il s'agit de resserrer les rangs autour de l'URSS. La situation particulière de l'Allemagne et de Berlin symbolise cette bipolarisation, notamment au moment du blocus de Berlin (1948-1949) -*Carte p.133. L'Allemagne en 1945-1949.*

Conclusion

22. Conclusion

Appliqué aux relations internationales de l'époque contemporaine, le terme « guerre froide » -*Le sens des mots p.134* a fait son apparition aux États-Unis dès le début de 1947, sous la plume du financier Bernard Baruch. Popularisé par le journaliste Walter Lippman, il a été aussitôt repris en Europe par les médias et par les représentants de la classe politique pour caractériser les rapports entre l'Est et l'Ouest : à savoir des rapports conflictuels entre des acteurs du jeu international dont l'objectif est d'assurer leur domination ou leur sécurité par l'emploi de tous les moyens dont ils disposent (intimidation, propagande, conquête du champ idéologique et culturel, subversion, guerres locales menées à la périphérie, par clients interposés), à l'exception de l'affrontement direct et généralisé.

B. Conflits au Proche-Orient

23. PDP#14

PDP#14 p.138-139. La naissance de l'État d'Israël

1. Aux origines de l'État israélien

L'État d'Israël est proclamé le 14 mai 1948, mais ce n'est pas une création *ex nihilo* : cette proclamation vient conclure un long processus qui remonte aux premières entreprises sionistes -*Sionisme : vocabulaire p.133* de la fin du XIX^{ème} siècle.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la question de la Palestine se pose avec une acuité nouvelle, alors que la Grande-Bretagne vit une fin de mandat SDN difficile -*Évolution de la population en Palestine p.133*. En effet, la Grande-Bretagne, puissance mandataire -*Vocabulaire p.133* depuis la fin de la Première Guerre mondiale, maintient sur la Palestine une domination de type colonial sans parvenir à trouver un accord entre Juifs et Arabes. Dans ces conditions, les uns comme les autres se radicalisent :

- Côté arabe, la répression du soulèvement des années 1930 a disloqué la classe politique, laissant le terrain à des groupes plus radicaux.
- Côté sioniste -*Vocabulaire p.155*, le mouvement est de plus en plus dominé par l'action des groupes armés, comme l'Irgoun et le groupe Stern.

Dans l'impasse, les Britanniques maintiennent les mesures de contingentement de l'immigration juive. Or, en ce lendemain de Seconde Guerre mondiale, les mouvements sionistes insistent sur la solution

¹⁶ Néanmoins, la menace est réelle : à l'hostilité fondamentale du monde capitaliste, s'ajoute la vulnérabilité soviétique à une éventuelle attaque atomique américaine.

¹⁷ Allemagne de l'Est, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Yougoslavie, Albanie, Bulgarie et Roumanie.

¹⁸ Cf. doctrine Jdanov. Le Kominform, organe de liaison entre partis communistes, succède au Komintern, dissout en 1943 du temps de la « Grande Alliance ».

¹⁹ URSS, Pologne, Yougoslavie, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Italie, France.

palestinienne. Londres n'a plus les moyens de mener une politique indépendante²⁰ et ses orientations sont désormais tributaires des États-Unis. Or, aux États-Unis, le président Truman prend parti pour un État juif en Palestine²¹, malgré les réserves d'une partie de son administration²².

24. 2 Vidéos (0'24, 1'22). Les Britanniques dans l'impasse

En Palestine, les organisations sionistes clandestines armées intensifient leur action, notamment par des attentats²³. La violence s'installe : arrestation et condamnation à mort des combattants juifs, prises d'otages et exécution de soldats britanniques... Londres décide alors de remettre son mandat aux Nations unies (18 février 1947). Le 28 avril 1947, une assemblée générale extraordinaire de l'ONU crée une commission d'enquête, l'UNSCOP, qui se rend sur place et remet son rapport le 31 août 1947. Ce rapport propose l'abolition du Mandat et un partage de la Palestine en trois États : un État arabe et un État juif, qui accéderaient à l'indépendance dans un délai de deux ans, et un État de Jérusalem sous tutelle internationale -*doc.4a p.139. 1947, le plan de partage de l'ONU*. L'Agence juive accepte le plan de partage, tandis que les Arabes palestiniens le refusent avec le soutien de la Ligue arabe -*Vocabulaire p.132*.

La Grande-Bretagne décide d'évacuer unilatéralement la Palestine, sans procédure de transfert de pouvoirs (retrait définitif prévu le 15 mai 1948). Le plan est finalement approuvé le 29 novembre 1947 par l'Assemblée générale des Nations unies²⁴. Les Arabes ressentent le partage comme une injustice et une violation du droit à l'autodétermination. Des violences éclatent, notamment dans la région de Jérusalem (grève générale décrétée par les Arabes, attaque des quartiers juifs, représailles des groupes sionistes radicaux). Le pays s'enfonce dans la guerre civile.

2. La guerre civile palestinienne

Les forces arabes palestiniennes comptent environ 8 000 combattants mal coordonnés, formés au terrorisme urbain et à des actions de guérilla paysanne. Les forces sionistes sont deux à trois fois plus nombreuses, mieux équipées et mieux organisées.

25. Le plan Dalet (H. Laurens)

Le plan *Dalet* préconise l'élimination des forces hostiles présentes dans la partie juive ainsi que dans les zones qui pourraient être annexées. Cela implique la destruction de nombreux villages arabes et l'expulsion de leurs populations, voire leur élimination²⁵. Les opérations débutent en avril 1948, au fur et à mesure des départs des forces britanniques. La fin de l'ordre public mandataire et la fuite des populations arabes -*doc.2 p.138. Le départ des Arabes de Palestine* rendent l'intervention des États arabes voisins inévitable.

3. Le conflit israélo-arabe

26. Vidéo (6'24). La guerre de 1948-1949 + carte LMD

Doc.1 p.138. La naissance de l'État d'Israël- Le 14 mai 1948, l'État d'Israël est officiellement proclamé par Ben Gourion, sans limite territoriale précise. Le lendemain, l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, le Liban et l'Irak lui déclarent la guerre. Les forces arabes comptent 24 000 hommes, contre 30 000 Israéliens. Leur faiblesse vient de leur absence totale de coordination et des méfiances profondes envers les intentions des uns et des autres²⁶.

²⁰ Alors qu'elle accorde l'indépendance à l'Inde, elle doit laisser 80 000 hommes stationner dans ce Mandat grand comme un département français. Elle vient de transférer la gestion des dossiers turc et grec aux États-Unis, et l'opinion britannique ne supporte plus les pertes humaines causées par les attentats sionistes.

²¹ Il n'est en outre pas question pour lui d'ouvrir le territoire américain à l'émigration des Juifs d'Europe.

²² La diplomatie américaine y est hostile car elle veut ménager les pays arabes en raison de l'enjeu pétrolier.

²³ Cf. l'attentat de l'Irgoun au King David de Jérusalem, 22 juillet 1946 (92 morts).

²⁴ L'URSS comme les États-Unis cautionnent le plan. Pour s'assurer de la majorité des deux tiers des voix à l'Assemblée générale de l'ONU, les États-Unis exercent des pressions économiques sur les États d'Amérique latine, ainsi que sur les Européens, dans la dépendance américaine pour leur reconstruction.

²⁵ Cf. [massacre du village de Deir Yassin](#), 9 avril 1948

²⁶ Sous la pression américaine, un embargo sur les ventes d'armes est immédiatement mis en œuvre pour l'ensemble de la région, mais l'URSS envoie des armes à Israël via la Tchécoslovaquie. La supériorité israélienne est très vite écrasante.

L'ONU envoie un médiateur suédois chargé de rétablir la paix, le comte Bernadotte. Il obtient un cessez-le-feu effectif le 11 juin 1948, et propose un plan de paix²⁷, puis un autre²⁸, tous deux refusés par les deux parties. Les belligérants ont profité de la trêve pour se renforcer, mais la supériorité matérielle de Tsahal est désormais écrasante, notamment avec l'apparition de l'aviation. Quand le 8 juillet, les armées arabes rompent la trêve, les Irakiens, les Syriens puis les Égyptiens sont tour à tour repoussés.

Conclusion : une paix impossible

27. H Laurens,
armistices de Rhodes

Les négociations d'armistice débutent à Rhodes durant l'automne 1948. Quatre armistices distincts découlent des négociations bilatérales qui s'y tiennent.

28. Vidéo France 24 (1'46). La
Nakba et le droit au retour

La commission de conciliation de l'ONU décide, en marge de ces négociations, de réunir les différentes parties à Lausanne, pour traiter essentiellement de la question des réfugiés arabes palestiniens : en effet, la mise en œuvre du plan *Dalet* et la guerre ont mis sur les chemins de l'exil 800 000 Arabes palestiniens²⁹ -*doc.3 p.139. Deux histoires pour une seule terre*, mais aussi des modifications territoriales. *Doc.4b p.139. 1948-1949, la première guerre*- Israël déclare que son territoire est désormais celui du plan de partage, plus les conquêtes de la guerre, et que les lignes d'armistice doivent être considérées comme des frontières internationales. Dans ces conditions, la conférence de Lausanne s'achève sur un échec.

Les lignes d'armistice sont immédiatement le théâtre d'affrontements. La question de Jérusalem n'ayant pas été réglée, la commission de conciliation propose, en août 1949, la division de la ville en deux zones démilitarisées et un contrôle international sur les affaires communes. Le projet est immédiatement refusé par Israël et la Jordanie, qui annexe la Cisjordanie et Jérusalem-Est³⁰.

Conclusion

Synthèse p.140-141

Sujets bac p.142-145

²⁷ La Cisjordanie serait annexée à la Jordanie, une union économique établie entre Israël et la Jordanie, Jérusalem resterait arabe et Haïfa deviendrait un port franc.

²⁸ En août, le médiateur des Nations unies propose un nouveau plan qui prévoit l'internationalisation de Jérusalem, le retour des réfugiés et des échanges de territoires entre Israéliens et Arabes favorisant la formation de blocs géographiques plus homogènes.

²⁹ De ces exils naît la notion de *Nakba*, encore très sensible aujourd'hui, et un ensemble de litiges autour du droit au retour des réfugiés. À découvrir sur le site de [France-Culture](#) et dans cet article du [journal Le Monde](#).

³⁰ C'est à cette occasion que la Transjordanie devient la Jordanie.